

Le Président des Etats-Unis d'Amérique  
Barack H. Obama  
La Maison blanche  
1600 Pennsylvania Ave NW Washington,  
DC 20500

---

Paris, le 23 septembre 2010

Monsieur le Président,

Reporters sans frontières, organisation internationale de défense de la liberté de la presse, souhaite attirer votre attention sur la situation de plusieurs journalistes et blogueurs en Azerbaïdjan, pays dont vous devez rencontrer demain le chef de l'Etat, Ilham Aliyev.

L'Azerbaïdjan est certes un allié des Etats-Unis, mais la situation de la liberté de la presse, y est extrêmement tendue. Depuis la création du classement mondial de la liberté de la presse en 2002, la position de l'Azerbaïdjan a chuté de la 101<sup>e</sup> à la 146<sup>e</sup> place (sur 175 pays), et son président fait partie de la liste des « Prédateurs de la liberté de la presse », publiée par notre organisation. Aujourd'hui, la presse d'opposition ou indépendante est l'objet de pressions parfois extrêmes (allant jusqu'à l'assassinat) et le Net, n'est plus épargné par la volonté de contrôle.

Un journaliste et deux blogueurs sont aujourd'hui emprisonnés pour avoir légitimement usé de leur liberté d'expression :

-**Eynulla Fatullayev** (fondateur et rédacteur en chef de *Gundelik Azerbaijan* et *Realny Azerbaijan*, aujourd'hui fermés) est incarcéré depuis le 20 avril 2007. Il a été condamné en 2008 à 8 ans et demi de prison pour avoir, selon les conclusions de la justice azerbaïdjanaise, "insulté l'honneur et la dignité de la nation azerbaïdjanaise". En juillet 2010, il a été condamné à deux ans de réclusion supplémentaires sur des accusations extrêmement suspectes de « possession illégale de drogue » (0,22gr d'héroïne). La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a, le 22 avril dernier, ordonné la remise en liberté immédiate du journaliste et le versement de 25 000 euros de compensation à ce dernier. Une décision que les autorités azerbaïdjanaises refusent de mettre en œuvre, et dont elles ont fait appel.

- **Emin Mili** et **Adnan Hajizade** sont détenus depuis le 8 juillet 2009. Victimes d'une pratique judiciaire courante mais scandaleuse, consistant à accuser de crimes de droit commun ceux qui sont réprimés en raison de leurs activités journalistiques ou militantes. Convaincu arbitrairement d' « hooliganisme » et de « violences physiques volontaires », Adnan Hadjizade et Emin Milli ont été condamnés, le 11 novembre 2009, respectivement à deux ans et deux ans et demi de prison. Le 19 août 2010, la Cour suprême a refusé de juger leur dernière requête. Peu avant, en juillet, les autorités avaient refusé

d'accorder à Adnan Hajizade la liberté conditionnelle, à laquelle il pouvait prétendre. Une prochaine audience aura lieu le 1<sup>er</sup> octobre prochain.

Malgré les condamnations de la communauté internationale, marquée par la récente visite d'une mission internationale et les interventions notamment d'Hillary Clinton, les autorités azerbaïdjanaises font la sourde oreille.

C'est pourquoi nous vous prions instamment, Monsieur le Président, de bien vouloir évoquer avec votre homologue azerbaïdjanais cette question, et de vous faire l'écho des demandes de libération portées par de nombreuses organisations représentantes de la société civile, ou internationales comme Reporters sans frontières. Nous vous remercions par avance de ne pas sacrifier la liberté d'expression aux intérêts stratégiques en jeu.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération,



Jean-François Julliard

Secrétaire général